



REEMPLACEMENT DE 3 ASCENSEURS SORBONNE UNIVERSITE



31/01/2025

Nicolas de Miscault
Directeur d'Activité

MARCHÉ DE REMPLACEMENT DE 3 ASCENSEURS

CCTP

4 place Jussieu 75005 PARIS
Bâtiments ESCLANGON et PYRAMIDE

Maître d'Ouvrage	 SCIENCES SORBONNE UNIVERSITÉ	SORBONNE UNIVERSITE 21 rue de l'école de Médecine 75006 PARIS
Maître d'Œuvre	 SMART SOLUTIONS SOCOTEC	SOCOTEC SMART SOLUTIONS BAT Energy III - 155, rue du Docteur Bauer 93400 Saint Ouen
Version	Indice : V1 Date : 31/01/2025	



SOMMAIRE

I. Généralités	5
1. Introduction.....	5
2. Connaissance des lieux	5
3. Dispositions particulières en bâtiment occupé	6
4. Généralités	6
II. Prescriptions techniques	7
1. Définition du matériel proposé	7
2. Qualité du matériel.....	7
3. Prescriptions techniques	7
1.1.1. Appareils bâtiment ESCANGLON	10
1.1.2. Appareil bâtiment Pyramide.....	11
4. Base vie et zone de stockage	12
III. Clauses techniques	12
1. Etude de Sécurité	12
2. Plan de prévention	13
3. Déroulement des Études et de l'Exécution	13
1.1.1. Approbation du programme.....	13
1.1.2. Etudes et Phase VISA	13
1.1.3. Mise en œuvre du matériel.....	13
1.1.4. Visites et investigations	14
1.1.5. Suivi chantier	14
1.1.6. Retard et suspension des travaux.....	14
1.1.7. Propreté du chantier.....	14
1.1.8. Sécurité sur le chantier - Hygiène et sécurité	14
1.1.9. Dossier conforme à l'exécution.....	15
IV. Délais – Planning	15
V. Contrôles de fin de Travaux et Essais.....	15
VI. Réception des Ouvrages	16
1. Essais et vérification de fonctionnement	16
2. Mise en service	16
VII. Modalités chantier	16
1. Exécution des travaux.....	17
2. Sous-traitance.....	17
3. Amiante et plomb	17
4. Communication pendant la phase chantier	18
VIII. Garantie	18
IX. Entretien	18
X. Confidentialité.....	18

XI. Normes et réglementations	19
1. Installation d'ascenseur neuf	19
1.1.1. Normes générales et amendements	19
1.1.2. Normes spécifiques et amendements	19
1.1.3. Réglementation générale applicable	19
1.1.4. Incendie (ERP, habitation, IGH)	20
1.1.5. Accessibilité (habitation, ERP, ERT)	20
1.1.6. Sismique	20
1.1.7. Directives européennes applicables et transpositions en droit Français	20

I. Généralités

1. Introduction

Le Prestataire, dans le cadre du présent marché de travaux, missionné par Ordre de Service, a la charge de réaliser les travaux ou les ouvrages aux conditions définies par le présent marché, jusqu'au parfait achèvement, suivant les règles de l'art et compte tenu des règlements en vigueur. Les prix sont établis grâce à la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire remplie par le Prestataire.

En conséquence, le Prestataire est déclaré, pour le bon déroulement des opérations :

- › Avoir la maîtrise de la maintenance des équipements existants
- › Avoir la maîtrise des règles de l'art relatives à la création des ascenseurs dans le cas de leurs remplacements, de leurs transformations, ou de leurs modernisations suivant les spécifications techniques du présent marché
- › Prendre en charge les équipements concernés en toute connaissance de cause et les accepter dans l'état
- › Avoir estimé les sujétions particulières d'exécution
- › Avoir signalé au Maître d'Ouvrage, lors de la remise de son offre, les désaccords ou observations éventuels sur le présent cahier des charges et la DPGF le cas échéant,
- › Avoir effectué les relevés nécessaires lui permettant de réaliser l'étude de cette opération de travaux
- › Avoir mesuré :
 - Les difficultés de circulation, de passage, concernant l'approvisionnement et la manutention du matériel neuf ou démonté
 - Les conditions d'interventions et les moyens nécessaires.
- › Avoir prévu la fourniture et la pose de tout le matériel nécessaire à la parfaite mise en œuvre de l'ascenseur conformément aux spécifications du CCTP.
- › **Avoir prévu les travaux électriques nécessaires, selon les normes en vigueur, à l'installation du matériel proposé (ex : remplacement du disjoncteur pied de colonne, ...)**
- › Avoir inclus les travaux de serrurerie (yc la reprise des ébrasements si existant, dito existant ou nouvelle portes palières ou choix du MOA), de maçonnerie conformément aux spécifications du CCTP
- › Avoir inclus les travaux de peinture conformément aux spécifications du CCTP
- › Avoir inclus la dépose et l'enlèvement de tout le matériel non réutilisé.
- › Avoir prévu, s'ils existent et si nécessaire, le remplacement des ébrasements dito existant ou équivalent aux finitions des portes palières (selon choix du MOA)

En aucun cas, le Prestataire ne peut invoquer, après signature du marché, des omissions, des erreurs, des contradictions ou interprétations dans le dossier marché pour se soustraire, se limiter dans l'exécution des travaux, ou refuser de réaliser, dans le cadre de ses engagements, tout ou partie des ouvrages nécessaires au parfait achèvement et à la parfaite utilisation des installations.

L'ascensoriste devra appliquer les normes, lois, décrets et règlements actuellement en vigueur pour la réalisation des travaux.

2. Connaissance des lieux

Les appareils sont situés dans un ensemble immobilier ayant reçu la qualification d'Établissement Recevant du Public (ERP) de 1ère catégorie de type R. Le PRESTATAIRE prévoira l'ensemble des prescriptions applicables dans ce type d'établissement.

Le Prestataire est réputé avoir visité les lieux préalablement, il reconnaît avoir la complète connaissance des équipements concernés, de leurs abords, de leur environnement et de leurs conditions d'accès.

Le Prestataire devra faire son étude en parfaite connaissance des lieux, de l'état et des contraintes dues au terrain, aux bâtiments voisins ou aux voies d'accès, de l'état et de la préparation des supports, des conditions d'approvisionnement, de stockage, d'évacuation, d'alimentation en eau et en électricité, etc...

Aucune réclamation ne sera prise en compte et le Prestataire ne pourra prévaloir à aucune plus-value ni indemnité de tous ordres.

Les travaux envisagés sont à exécuter dans des locaux et sur des installations existantes occupées.
Pour information, les caractéristiques des appareils sont précisées dans le fichier " 2.2 SCIENCES SORBONNE
UNIVERSITE - Annexe 2 au CCTP_Cartographie des ascenseurs".

3. Dispositions particulières en bâtiment occupé

En raison du déroulement des travaux dans un bâtiment occupé, le Prestataire doit :

- › Apporter le moins de perturbations possible dans la vie du bâtiment
- › Etudier un mode opératoire des travaux afin de réduire le délai d'immobilisation et la durée des interventions
- › Prévoir les protections et les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des usagers, du public et des intervenants
- › Eviter d'encombrer l'usage des parties communes et des passages de circulation
- › Protéger les ouvrages existants
- › Remettre et tenir à jour un planning détaillé, phase par phase des interventions, de manière à assurer l'information permanente des locataires, du Maître d'Ouvrage sur les travaux en cours et à venir. Toute modification au planning fait l'objet d'une note rectificative indiquant les motifs du retard.

4. Généralités

En cours de travaux, le Prestataire devra :

- › La surveillance efficace de ses ouvriers et des travaux qu'ils exécutent
- › La surveillance de l'exécution correcte des ouvrages réalisés par d'autres et qui lui sont nécessaires
- › La mise en application des principes généraux de la prévention.

Pendant toute la durée des travaux, le Prestataire devra détacher au chantier, un conducteur de travaux qualifié, capable de conduire, de surveiller et de superviser les travaux.

Le Prestataire est seul responsable de ces questions même si le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre sont tenus informés. Il sera appelé à répondre dans le cas de poursuites ou contraventions.

En aucun cas, la responsabilité d'autres que lui ne pourra être recherchée.

Les matériaux devront être commandés aux fournisseurs en temps opportun de façon qu'il n'y ait aucun retard ni aucune interruption apportée au délai d'exécution.

L'ensemble des travaux sera soumis au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Œuvre s'il y a lieu.

Retard et suspension des travaux :

Si pour une cause étrangère au fait de l'entreprise, les travaux sont retardés ou suspendus dans les conditions telles que ce retard ou cette suspension puisse porter atteinte à la bonne conservation des installations exécutées ou des approvisionnements déjà effectués, il appartiendra à l'entreprise de faire, par écrit au Maître d'Œuvre, les réserves nécessaires et de lui suggérer, le cas échéant, les mesures de protection à prendre.

Si les travaux sont interrompus définitivement ou si les travaux suspendus n'ont pas été repris dans le délai de trois mois à dater de l'envoi des réserves prévues ci-dessus, il devra être procédé à la réception partielle des travaux effectués.

Mise en œuvre du matériel :

La mise en œuvre devra être faite avec le plus grand soin, tant pour assurer une réalisation correcte, que pour éviter toute détérioration des ouvrages des autres corps de métier.

Toutes les dispositions devront être prises pendant la mise en œuvre.

NOTA : Avant tout démarrage des travaux, le Prestataire devra avoir obtenu l'accord du Maître d'Œuvre.

Ces plans fournis par le Prestataire du présent lot comprendront toutes les indications nécessaires à la vérification des ouvrages à réaliser.

Ces plans devront en outre être complétés par tous les renseignements nécessaires à la construction ou à l'aménagement des ouvrages.

II. Prescriptions techniques

1. Définition du matériel proposé

La proposition du Prestataire est considérée comme étant conforme au CCTP et ses annexes.

Toutefois, le Prestataire fournit un descriptif technique concernant le matériel proposé (caractéristiques techniques, entraînement, commande, etc. décoration, accessoires) en raison du caractère propre des fabrications de chaque constructeur.

Dans le cadre de son descriptif technique, le prestataire spécifiera les légères divergences pour permettre leur acceptation par le Maître d'Ouvrage.

Le Prestataire doit la totalité du matériel pour assurer la réalisation complète, la sécurité et le bon fonctionnement des installations.

2. Qualité du matériel

Toutes les fournitures, matériel, appareillages, etc., sont neufs, de bonne qualité, et sont d'un modèle non personnalisé, non codé, ne nécessitant pas l'emploi d'outillage spécial ou de logiciel spécifique. Les pièces de rechange ou détachées sont en vente libre (accessibles pour tout entrepreneur du secteur "ascenseurs" en France).

Les outillages spécifiques nécessaires à leur mise en œuvre, entretien et exploitation (interfaces de programmation, outils de visualisation de défauts, outils de contrôles de câbles, etc.) sont fixés à demeure en machinerie ou à proximité de l'armoire de manœuvre, de l'opérateur...

Ils sont conformes à la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des travaux, du point de vue de la fabrication, des caractéristiques, du montage, de la mise en œuvre et de l'emploi.

Les composants de sécurité, conformément aux normes en vigueur, disposent d'une attestation de type (limiteur, parachute, serrures, amortisseurs, etc.), ou d'un procès-verbal d'essai au feu (porte palière, etc.), en cours de validité, délivrés par un laboratoire agréé.

Tous les éléments de la fourniture du présent marché, susceptibles d'être altérés par des agents atmosphériques ou autres pendant le transport ou le séjour sur le chantier, reçoivent un traitement de protection les mettant à l'abri de toute détérioration.

Il appartient au Prestataire - qui demeure seul responsable des travaux - de vérifier et de contrôler l'origine des matériels et appareillages, selon les caractéristiques et les principes de fonctionnement.

L'acceptation d'un matériel par le Maître d'Ouvrage ou par le Maître d'Œuvre ne peut avoir pour effet de dégager la responsabilité du Prestataire.

3. Prescriptions techniques

Les appareils actuels seront démontés au titre du présent marché.

Précision importante : l'huile présente dans les installations devra être vidangée avant le démontage de ces dernières. Elle devra être déposée chez un récupérateur agréé.

Le Prestataire devra fournir les documents certifiants :

- › Qu'une procédure de recyclage des déchets polluants est en place au sein de l'Entreprise,
- › Nom, adresse et agrément du récupérateur.

L'ensemble des travaux nécessaires au bon achèvement des ouvrages est à la charge du PRESTATAIRE, en particulier :

- › L'ensemble des travaux prévus est inscrit dans la DPGF, du présent CCTP et de son annexe 1.
- › La fourniture et la pose de tout le matériel nécessaire à la parfaite mise en œuvre de l'ascenseur conformément aux spécifications du contrat.
- › L'installation d'un contre-poids parachuté en cas de passage humain sous la cuvette
- › La fourniture et la pose d'un matériel de type **Libre et non Personnalisé, et totalement ouvert**. La fourniture des pièces détachées doit être accessible à l'ensemble des ascensoristes.
- › La fourniture d'un **outil de diagnostic / paramétrage / programmation / dépannage** sans aucun code ou système de blocage si les éléments électroniques proposés nécessitent un tel outillage pour tous

types d'interventions. Un outil par appareil sera mis à disposition en machinerie ou remis au CLIENT ainsi que les documents techniques et les notices de programmation.

- › Les travaux de serrurerie conformément aux spécifications du contrat, notamment, en cas de remplacement des portes palières et s'ils existent, **le remplacement des ébrasements dito existant ou équivalent aux finitions des portes palières ou selon choix du MOA**
- › Le nettoyage et la remise en état des gaines (tous anciens percements bouchés s'ils ne sont pas nécessaires à la nouvelle installation).
- › La création d'une ventilation vers l'extérieur si nécessaire
- › Le remplacement du tableau d'arrivée de courant et si nécessaire son déplacement en haut de gaine (pas de boîte de dérivation dans le local actuel si sans le local n'est pas conservé)
- › Tous travaux de peinture, maçonnerie, électricité rendus nécessaires après démontage et installation et/ou spécifié au présent CCTP
- › La dépose, l'enlèvement et l'évacuation de tout le matériel non réutilisé. L'évacuation des déchets devra se faire quotidiennement. Aucun déchet de démontage ne devra être stocké, même provisoirement sur un palier.
- › Le nettoyage et remise en peinture de la cuvette (peinture anti-poussière au sol remontée sur 1m).
- › La remise en état du local des machines actuel avec peinture complète (que le local machinerie soit conservé ou non).
- › La reprise des sols aux paliers (dito existant ou au choix du MOA)
- › La finition aux paliers (peinture, carrelage, revêtement spécial, encadrement de portes, etc.) dito existant ou au choix du MOA
- › La conformité des ouvrages et matériels conservés.
- › L'ensemble des études préalables nécessaires. En particulier, en cas de modification de la gaine, des baies palières ou de la machinerie, le PRESTATAIRE assurera les différentes études de structure nécessaires.
- › **Les travaux électriques préparatoires nécessaires à l'installation du matériel proposé (Ex : Remplacement du disjoncteur pied de colonne, tirage des câbles, ...)**
- › Étant seul à intervenir, le PRESTATAIRE du présent contrat doit l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation complète et à une parfaite exécution de ses ouvrages.
- › La fourniture et pose de toute signalétique technique (affichage, balisage, ...) est requise et sera contrôlée par un coordinateur SPS.
- › Les branchements de la téléalarme à un nouveau kit GSM type 4G/5G (carte SIM bloquée et installée par le prestataire).
- › L'apposition du marquage CE indélébile sur une plaque inviolable (ex: N° CE gravé sur une plaque métallique)
- › La mise à disposition sur la plateforme TrackDéchets de l'ensemble des BSD et BSDA

La conformité aux présents référentiels (non limitatifs) est exigée :

- › Directive 2014/33/UE du 26 février 2014 transposée en droit Français par le décret 2016-550 du 3 mai 2016
- › Norme NF EN81-70 (y compris l'installation d'une boucle inductive pour les malentendants)
- › Norme NF EN81-28 en totalité (filtrage inclus et conforme au §4.5)
- › Norme NF EN81-71 et l'annexe A1
- › Norme NF EN81-20 et EN81-50 : règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs – ascenseurs et ascenseurs de charge
- › Norme NF EN81-21 : ascenseurs neufs dans un immeuble existant

Les travaux de maçonnerie, de charpente ou de structure rendus nécessaires pour le respect du présent marché sont à la charge de l'entrepreneur, ainsi que les études préalables (Étude béton...).

Les efforts en cuvette seront calculés. Dans le cas où les efforts seraient supérieurs à ceux existants : il sera nécessaire de faire vérifier la solidité des ouvrages par un ingénieur béton.

De plus, si des modifications de la structure existante de la gaine (modification des baies palières existantes, démolition dalle haute) ou de la charpente étaient nécessaires, les études préalables sont à la charge du prestataire.

L'entrepreneur procédera à la vérification des disjoncteurs pied de colonne courbe et puissance et leur adéquation aux nouvelles caractéristiques des appareils proposés. En cas d'inadéquation, le prestataire

prévoira dans le cadre de ce marché le remplacement des disjoncteurs pied de colonne. Les travaux devront être conformes à la norme NF C 15-100.

En cas de modification de la position de la machinerie – appareil sans local des machines – le Prestataire intégrera dans le cadre de son offre les travaux électriques préalables suivants :

Fourniture et pose d'une alimentation 400V et 230V à partir du pied de colonne jusqu'aux panneaux de commandes situés aux paliers hauts.

Dans le cadre de sa réponse, le Prestataire optimise les dimensions des appareils en proposant les passages libres et dimensions cabine les plus grands possibles. Le titulaire proposera dès que possible des appareils de type 1, 2, 3, 4 ou 5.

L'ensemble des prescriptions techniques pour l'installation des appareils neufs se trouve en annexe du présent CCTP " 2.1 SCIENCES SORBONNE UNIVERSITE - Annexe 1 au CCTP_Prescriptions techniques".

De plus, les ascenseurs respecteront l'ensemble des dispositions applicables aux établissements de première catégorie, en particulier les articles suivant (liste non exhaustive) :

- AS1 § 2. :
 - Arrêté du 6 mars 2006 : La puissance électrique totale installée en gaine est inférieure ou égale à 100 kVA. Chaque tableau électrique situé en gaine répond aux caractéristiques fixées par l'article EL9, troisième tiret, paragraphe a)
 - Arrêté du 6 mars 2006 : Tout nouveau départ de l'ascenseur est impossible lorsque la température des machines ou de leurs organes de commande dépasse celle spécifiée par le constructeur dans la notice technique de l'ascenseur. En l'absence de cette information du constructeur, la température ambiante à prendre en compte est de 40° C.
- AS1 § 5. : Arrêté du 6 mars 2006 : Les revêtements intérieurs des cabines d'ascenseurs doivent être constitués par des matériaux de catégorie M3 ou D-s1, d0 et, en plancher, de catégorie M4 ou DFL-s1
- AS3 § 1. : Arrêté du 6 mars 2006 : Tout ascenseur pouvant recevoir plus de huit personnes doit être muni d'une trappe de secours et d'une échelle métallique permettant d'atteindre le toit de la cabine en cas d'arrêt accidentel, cette échelle peut être placée dans la cabine elle-même, sur son toit ou le long de celle-ci.
- AS3 § 3. : Un moyen efficace doit permettre de donner l'alarme, depuis l'intérieur de la cabine, au service de surveillance ou à un responsable désigné par l'exploitant. L'alarme doit obligatoirement aboutir dans un local ou dans une zone gardiennée en permanence ou tout au moins surveillée fréquemment par un responsable de l'établissement.
- AS3 § 4. : Les dispositions particulières applicables à certains types d'établissements recevant du public imposent qu'un ou plusieurs ascenseurs soient équipés du dispositif d'appel prioritaire pour les sapeurs-pompiers.
 - Arrêté du 20 novembre 2000 : La mise en œuvre de la commande de cet appel prime sur toute autre commande, à l'exception de celles intéressant la maintenance de l'appareil, la sécurité des ascenseurs et le dégagement des usagers.

1.1.1. Appareils bâtiment ESCLANGON

Les ascenseurs seront remplacés par des appareils aux caractéristiques minimales indiquées dans le tableau ci-dessous. En cas de conflit, les caractéristiques ci-dessous prévalent par rapport aux prescriptions techniques de l'annexe 1 au CCTP.

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES		
	Ascenseur 21002401858	Monte-Charges 21002401859
Nb de niveaux	6 (SS,SB,0,1,2,3)	
Charge (kg)	630 kg	1000 kg
Machinerie	Sans machinerie	
Vitesse (m/s)	Mini 1 m/s	
Dimensions cabine	Équivalentes ou Agrandies	
Passage libre	900 mm	
Nombre de face de services	1 face de service	2 faces de service
Entraînement	Moteur Gearless à aimants permanents. Frein certifié pour la vitesse excessive en montée. Mini 180 démarrages / heure	
Manœuvre	Type “Collective descente”. Rapport d'intensité Id/In inférieur à 1,5. Armoire à microprocesseur équipé de la variation de fréquence garantissant une précision d’arrêt de 5 mm de 0 à 100% de la charge nominale. Simplex. Régénération.	
PORTES PALIÈRES		
Type	Automatique toute façade 2 VOL Conforme EN 81-71 classe 1	
Degré de protection au feu	Pare-flamme E30	
Passage libre	900 mm	
Hauteur libre	2 000 mm	
Finition	Inox (type gravé brillant, quadrillé ou toile de lin au choix du MOA) au RDC et acier peint thermolaqué dans les étages (RAL au choix du MOA)	
Montage	En feuillure ou en gaine, seuils en aluminium renforcé	
Calfeutrement/Ébrasement	Inclus si existant (dito finitions porte palières ou au choix du MOA)	
CABINE		
Porte cabine	Modèle robuste à variation de fréquence. Dimensionnement pour 360 démarrages par heure. Type d'entraînement par courroie. Portes en inox (type gravé brillant, quadrillé ou toile de lin au choix du MOA) conforme EN 81-71 classe 1 et seuil en aluminium renforcé	
Rideau infrarouge de protection	Dispositif de détection toute hauteur. Installé en retrait pour être protégé d’un éventuel arrachage et pour ne pas être accessible par les utilisateurs sans outils.	
Cabine	Parois stratifiées haute densité (au choix du maître d’ouvrage). Plafond en tôle laquée blanche Sol de type granito ou grès ou PVC (au choix du MOA) Eclairage temporisé de type spot à LED anti-vandales. Niveau d’éclairement de 100 lux au sol. Main courante en inox conforme EN 81-70 sur le fond de la cabine et en face de la boîte de commande. Plinthes en inox. Colonnes et linteaux en inox texturé <u>Simple service</u> : Miroir toute largeur, toute hauteur, fixé sur la paroi du fond <u>Double service</u> : Miroir toute hauteur, fixé sur la paroi en face de la boîte à boutons + miroirs convexes au-dessus des portes cabine	

BOUTONS ET AFFICHEURS		
Boîtes à boutons cabine et palières	Encastrées ou applique. Conformes à NF EN.81-70 et EN 81-71 classe 1 Etag/fonction indiqué en braille Synthèse vocale et gongs conformes NF EN.81-70 A faire valider sur présentation d’échantillons par le Maître d’Ouvrage.	
Afficheurs de direction et de position	Encastrés ou applique. A tous les niveaux. Conformes à NF EN81-70 et EN 81-71 classe 1	
Appel pompiers	Oui sur chaque appareil (Indiquer le niveau pompier sur la boîte à bouton cabine de l’appareil concerné)	
DIVERS		
Contrôle d’accès	Lecteur de badge existant à récupérer et rebrancher	
Trappe + échelle toit cabine	Non	Oui

1.1.2. Appareil bâtiment PYRAMIDE

L'ascenseur sera remplacé par un appareil aux caractéristiques minimales indiquées dans le tableau ci-dessous.
En cas de conflit, les caractéristiques ci-dessous prévalent par rapport aux prescriptions techniques de l'annexe 1 au CCTP.

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES	
	Ascenseur 2401842
Nb de niveaux	4 (SS,SB,0,1)
Charge (kg)	Mini 450 kg
Machinerie	Sans machinerie
Vitesse (m/s)	1 m/s
Dimensions cabine	Équivalentes ou Agrandies
Passage libre	Mini 800 mm si possible 900 mm
Nombre de face de services	1 face de service
Entraînement	Moteur Gearless à aimants permanents. Frein certifié pour la vitesse excessive en montée. Mini 180 démarrages / heure
Manœuvre	Type "Collective descente". Rapport d'intensité Id/In inférieur à 1,5. Armoire à microprocesseur équipé de la variation de fréquence garantissant une précision d'arrêt de 5 mm de 0 à 100% de la charge nominale. Simplex. Régénération.
PORTES PALIÈRES	
Type	Automatique toute façade 2 VOL Conforme EN 81-71 classe 1
Degré de protection au feu	Pare-flamme E30
Passage libre	Mini 800 mm si possible 900 mm
Hauteur libre	2 000 mm
Finition	Inox (type gravé brillant, quadrillé ou toile de lin au choix du MOA) au RDC et acier peint thermolaqué dans les étages (RAL au choix du MOA)
Montage	En feuillure ou en gaine, seuils en aluminium renforcé
Calfeutrement/Ébrasement	Inclus si existant (dito finitions porte palières ou au choix du MOA)

CABINE	
Porte cabine	Modèle robuste à variation de fréquence. Dimensionnement pour 360 démarrages par heure. Type d'entraînement par courroie. Portes en inox (type gravé brillant, quadrillé ou toile de lin au choix du MOA) conforme EN 81-71 classe 1 et seuil en aluminium renforcé
Rideau infrarouge de protection	Dispositif de détection toute hauteur. Installé en retrait pour être protégé d'un éventuel arrachage et pour ne pas être accessible par les utilisateurs sans outils.
Cabine	Parois stratifiées haute densité (au choix du maître d'ouvrage). Plafond en tôle laquée blanche Sol de type granito ou grès ou PVC (au choix du MOA) Eclairage temporisé de type spot à LED anti-vandales. Niveau d'éclairement de 100 lux au sol. Main courante en inox conforme EN 81-70 sur le fond de la cabine et en face de la boîte de commande. Plinthes en inox. Colonnes et linteaux en inox texturé Miroir toute largeur, toute hauteur, fixé sur la paroi du fond
BOUTONS ET AFFICHEURS	
Boîtes à boutons cabine et palières	Encastrées ou applique. Conformées à NF EN.81-70 et EN 81-71 classe 1 Etage/fonction indiqué en braille Synthèse vocale et gongs conformes NF EN.81-70 A faire valider sur présentation d'échantillons par le Maître d'Ouvrage.
Afficheurs de direction et de position	Encastrés ou applique. A tous les niveaux. Conformes à NF EN81-70 et EN 81-71 classe 1
Appel pompiers	Oui (Indiquer le niveau pompier sur la boîte à bouton cabine de l'appareil concerné)

4. Base vie et zone de stockage

Le MOA met à disposition une salle et des sanitaires pour la base vie et des espaces pour le stockage du matériel. Le PRESTATAIRE prévoit en conséquence les allers-retours nécessaires à la livraison et à la manutention de son matériel. De plus, le PRESTATAIRE prévoit la protection contre les intempéries en cas de stockage à l'extérieur, la protection des sols/murs/plafonds, la sécurité (palissade bois ou équivalent), le balisage nécessaire pour une zone de stockage (avec validation du CSPS) ainsi que le verrouillage de la zone afin qu'elle ne soit accessible qu'aux personnes habilités.

>

III. Clauses techniques

1. Etude de Sécurité

Conformément au décret 2008-1325 du 15 Décembre 2008, le PRESTATAIRE réalise ses études de sécurité **avant le démarrage** des travaux sur site et avant la réception de transformations importantes. Il les appose en machinerie sous pochette plastique de protection.

Les études de sécurité sont adressées au CLIENT dans le même délai sous format électronique ou sous format papier.

Si le CLIENT dispose d'un outil informatique de suivi des équipements, le PRESTATAIRE s'engage à les mettre en ligne sur cette plateforme informatique.

2. Plan de prévention

Un PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) sera réalisé 3 semaines avant le début des travaux par l'ascensoriste. Il sera remis en trois exemplaires : un au CLIENT, un en machinerie et un au Maître d'Œuvre.

3. Déroulement des Études et de l'Exécution

En cours de travaux, le PRESTATAIRE devra :

- › La surveillance efficace de ses ouvriers et des travaux qu'ils exécutent
- › La surveillance de l'exécution correcte des ouvrages réalisés par d'autres et qui lui sont nécessaires
- › La mise en application des principes généraux de la prévention.

Pendant toute la durée des travaux, le PRESTATAIRE devra détacher au chantier, un responsable de travaux qualifié, capable de conduire, de surveiller et de superviser les travaux.

En particulier, il aura la charge de la protection des personnes (il devra notamment s'assurer d'un bon affichage d'information).

Le PRESTATAIRE est seul responsable de ces questions même si le CLIENT est tenu informé. Il sera appelé à répondre dans le cas de poursuites ou contraventions.

En aucun cas, la responsabilité d'autres que lui ne pourra être recherchée.

Les matériaux devront être commandés aux fournisseurs en temps opportun de façon qu'il n'y ait aucun retard ni aucune interruption apportée au délai d'exécution.

1.1.1. Approbation du programme

Si le PRESTATAIRE estime que les appareils ou certaines de leurs caractéristiques n'étaient pas en rapport avec les besoins à assurer, il doit exprimer lors de sa réponse à la présente consultation, ses réserves dans une note annexe, en exposer explicitement les motifs et proposer, en variante chiffrée, le matériel ou les caractéristiques qu'il préconise.

Si le PRESTATAIRE n'a pas cru devoir formuler des réserves lors de la soumission, il sera alors considéré comme pleinement d'accord sur la consistance du présent contrat et acceptera par le fait même toutes les conséquences de cet acquiescement.

1.1.2. Etudes et Phase VISA

Les plans et études fournis par le PRESTATAIRE comprendront toutes les indications nécessaires à la vérification des ouvrages à réaliser (notes de calcul en particulier).

Ces plans devront en outre être complétés par tous les renseignements nécessaires à la construction ou à l'aménagement des ouvrages.

En cas de modification de la gaine, des baies palières ou de la machinerie, le PRESTATAIRE assurera les différentes études de structure nécessaires.

Les études devront être remises dans un délai de 4 semaines à compter de la signature du présent contrat.

Avant tout démarrage des travaux, l'entrepreneur devra avoir obtenu l'accord du représentant du CLIENT (AMO ou maître d'œuvre et de l'organisme de contrôle le cas échéant) sur les plans d'installation et d'exécution de ses ouvrages, si un représentant a été désigné).

1.1.3. Mise en œuvre du matériel

La mise en œuvre devra être faite avec le plus grand soin, tant pour assurer une réalisation correcte, que pour éviter toute détérioration des ouvrages.

1.1.4. Visites et investigations

Le PRESTATAIRE ne s'oppose pas aux visites, investigations et prélèvements que le représentant du CLIENT ou le CLIENT estime nécessaire de faire ou de faire réaliser pour s'assurer que les fournitures et les travaux sont conformes aux dispositions du contrat ou auxquels le contrôleur technique estime nécessaire de devoir procéder dans l'exercice de sa mission.

Le PRESTATAIRE apportera une réponse aux différentes demandes documentaires sous 7 j à compter de la réception de la demande.

1.1.5. Suivi chantier

Le PRESTATAIRE est tenu d'assister aux réunions de chantier, provoquées par le CLIENT ou son représentant, pendant toute la durée de l'opération.

Le PRESTATAIRE délègue un responsable qualifié avec le pouvoir de décision. Chaque réunion de chantier hebdomadaire fait l'objet d'un compte-rendu réalisé par le représentant du CLIENT, avec une diffusion aux différents intervenants, dans le but de :

- › Formaliser l'avancement des travaux et vérifier la conformité des travaux conformément aux prescriptions du présent contrat,
- › Mesurer les risques de dépassement des délais, et d'apporter les remèdes correctifs afin de réduire les dépassements,
- › Vérifier si les mesures de sécurité et les procédures inhérentes aux travaux en milieu occupé sont bien respectées,
- › Expliciter les décisions prises auprès des occupants du bâtiment.

Si le compte-rendu ne fait pas l'objet de contestations sous cinq (5) jours à compter de sa diffusion, les remarques, les observations ou les dispositions consignées sont contractuelles et acceptées.

1.1.6. Retard et suspension des travaux

Si pour une cause étrangère au fait du PRESTATAIRE, les travaux sont retardés ou suspendus dans des conditions telles que ce retard ou cette suspension puisse porter atteinte à la bonne conservation des ouvrages exécutés ou des approvisionnements déjà effectués, il appartiendra au PRESTATAIRE de faire, par écrit au CLIENT ou à son représentant, les réserves nécessaires et de lui suggérer, le cas échéant, les mesures de protection à prendre.

Si les travaux sont interrompus définitivement ou si les travaux suspendus n'ont pas été repris dans le délai de trois mois à dater de l'envoi des réserves prévues ci-dessus, il devra être procédé à la réception partielle des travaux effectués.

1.1.7. Propreté du chantier

Le PRESTATAIRE du présent contrat prend à sa charge le nettoyage des ouvrages à réaliser au titre dudit projet et la gestion des déchets du chantier.

Les parties à nettoyer visent les revêtements de sol de la cabine, les portes palières, les cabines d'ascenseur, le local de la machinerie, la gaine.

Les sols, tapis, hall d'entrée et escaliers sont à maintenir quotidiennement en bon état de propreté.

Le nettoyage des ouvrages est effectué chaque jour de travail durant la période d'exécution et les gravois, déchets et emballages divers sont évacués du chantier de façon continue.

Les locaux mis à la disposition du PRESTATAIRE devront rester en état de propreté. Aucun matériel ne devra être branché ou connecté sans l'avis du CLIENT.

1.1.8. Sécurité sur le chantier - Hygiène et sécurité

La sécurité des intervenants et des usagers est particulièrement encadrée.

Le CLIENT (ou son représentant) aura toute autorité pour faire appliquer les mesures de sécurité préventive tout au long du chantier. Le PRESTATAIRE s'y conforme sans délai.

Tous les intervenants sont équipés d'Équipements de Protection Individuels (EPI) adaptés au chantier de modernisation. Chaque fois que cela est possible, les Équipements de Protection Collective sont privilégiés et posés en début de chantier.

Si, lors des visites de chantier, une situation dangereuse est détectée, le chantier est immédiatement arrêté et ne reprend qu'à la correction du danger et sa validation par le CLIENT ou son représentant. Tous les frais supplémentaires ainsi occasionnés sont à la charge exclusive du PRESTATAIRE.

Le PRESTATAIRE respecte tous les règlements en vigueur. Il appartient au PRESTATAIRE de faire appliquer à son personnel et à tous ses sous-traitants les consignes de sécurité et les fiches de contrôle qu'il juge utile de mettre en œuvre.

Tous les appareils de levage utilisés sur le chantier ont une fiche de vérification à jour. Une copie des fiches est adressée au CLIENT ou à son représentant avant toute utilisation.

En cas de manquement du PRESTATAIRE ou de son sous-traitant aux consignes de sécurité, et sans avertissement préalable, le CLIENT peut résilier de plein droit le contrat du PRESTATAIRE sans qu'aucun préjudice ne puisse être réclamé au CLIENT.

Le travail les samedis, dimanche et jours fériés est strictement interdit, sauf accord spécifique du CLIENT et sous réserve d'un "travail à deux" systématique et de l'assurance du respect de l'ensemble des consignes de sécurité. Tout le personnel affecté à la réalisation des travaux est en possession d'une habilitation électrique selon le décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 et avoir reçu une information sur le travail en hauteur selon le décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004.

1.1.9. Dossier conforme à l'exécution

Après achèvement de chaque ascenseur, l'entrepreneur est tenu de fournir sous un délai de 15 jours, en trois exemplaires (1 version numérique pour le CLIENT, 1 version imprimée en machinerie, 1 version numérique pour le Maître d'Œuvre), un dossier technique comportant :

- › Pour les points applicables selon NF P82 212, un dossier conforme à la norme NF-EN81.1 - Annexe C
- › Les consignes et instructions utiles pour la conduite et l'entretien des appareils et particulièrement pour la sécurité
- › Les notices de réglages et de maintenance des cartes électroniques, abréviations, menus, codes de défaut, programmation des paramètres
- › Les notices de réglage et de maintenance des outils de programmation
- › Les notices de réglage et de maintenance des opérateurs portes cabines
- › Les lexiques des désignations de schémas, notices de réglage

Un exemplaire du dossier sera disposé en machinerie.

IV. Délais – Planning

Le planning d'exécution des ouvrages sera transmis au Maître d'Ouvrage en conformité avec l'offre au plus tard 15 jours calendaires après la notification.

Le planning comprendra :

- › La date de remise des documents avant exécution,
- › La réalisation des travaux avec découpage par phase : portes, cabine, opérateur, armoire, machine, réglage, etc,
- › La date de fin des travaux des ouvrages.

V. Contrôles de fin de Travaux et Essais

Pour les contrôles de fin de travaux, le Prestataire avisera le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre de la date où il jugera ses installations recevables. Cette notification sera produite au moins deux semaines avant la fin des travaux.

Ces installations feront l'objet d'un contrôle de conformité aux exigences du cahier des charges et de ses annexes.

Le Prestataire sera alors tenu d'enlever et de remplacer, à ses frais et dans les délais fixés, les matériels refusés pour obtenir les résultats contractuels.

A l'expiration de ce nouveau délai, un nouvel essai sera effectué.

Avant la réception, Le Prestataire prévoira de faire :

- › La vérification et l'équilibrage du contrepoids avec 50% de la charge,
- › Le remplacement des galets et contre galets de porte cabine s'ils ont été endommagés durant la phase travaux,
- › La lubrification des guides cabine et contrepoids,
- › Le nettoyage complet du chantier.

Chaque élément aura été vérifié et essayé pour s'assurer de son bon fonctionnement et notamment :

- › Que les arrêts aux paliers sont conformes aux prescriptions, tolérance d'arrêt + ou - 1 cm de 0 à 105% de la charge
- › Que les essais auront été faits par le Prestataire qui remettra un document de mise en service (COPREC) détaillant la procédure et les éléments soumis à essais.

La main d'œuvre et le matériel nécessaires aux essais conformément à la directive européenne sont à la charge du Prestataire.

VI. Réception des Ouvrages

La réception sera effectuée par le Maître d'Œuvre et aura lieu dans un délai de 15 jours après achèvement complet des travaux, et entraînera le règlement à 100% du décompte définitif, si la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cadre ou une nouvelle réception de travaux serait nécessaire, celle-ci serait facturée au Prestataire au montant indiqué aux conditions particulières.

La réception sans réserve libère le Prestataire de ses obligations contractuelles tout en préservant les garanties de bon fonctionnement et décennale pour l'ensemble des ouvrages par lesquelles le Prestataire est tenu de :

- › Remédier, à ses frais et risques, à tous les désordres qui surviendraient ou seraient constatés à l'usage,
- › Procéder à toutes interventions qui seraient reconnues nécessaires ou seulement utiles.

Toutefois, ne sont pas compris dans cette obligation les travaux d'entretien normal ainsi que ceux qui seraient la conséquence d'un abus, maladresse ou défaut d'entretien, dont il appartient alors au Prestataire d'apporter la preuve.

1. Essais et vérification de fonctionnement

Après achèvement complet des travaux pour chaque appareil, il est procédé aux vérifications et essais conformément aux exigences en vigueur. Ces opérations auront pour but de vérifier si toutes les conditions du marché sont remplies. Elles sont entièrement à la charge du Prestataire qui assure également tout le matériel et la main d'œuvre nécessaires.

Dans son offre, le Prestataire effectue les essais réglementaires. Le Maître d'Ouvrage fournira les caractéristiques des matériels prévus à l'annexe C de la norme NF EN81-1/2, lorsqu'ils sont nécessaires.

Ces pièces sont communiquées au Maître d'Œuvre.

2. Mise en service

Sauf modalités particulières, la mise en service intervient normalement après réception de chaque appareil et ratification de l'état des lieux contradictoire établi sans réserve entre le Prestataire et le Maître d'Œuvre.

Pendant cette période, le Prestataire procède aux réglages définitifs et en liaison conforme avec les documents d'exploitation fournis à la réception.

VII. Modalités chantier

1. Exécution des travaux

Le Prestataire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des travaux prévus dans le présent marché.

Il est le seul responsable des dommages que l'exécution des travaux peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers.

Le Prestataire maîtrise en permanence tous les risques d'accident, tant corporel que matériel, inhérents aux chantiers en appliquant les mesures de protection nécessaires et en respectant les règles en vigueur, notamment en matière d'Hygiène et Sécurité

Les prestations à exécuter au titre du présent marché comprennent notamment la fourniture et la pose de l'ensemble du matériel nécessaire à la mise en œuvre de l'ascenseur conformément aux spécifications du présent CCTP, des travaux de serrurerie, des travaux de peinture, la dépose et l'enlèvement de tout le matériel non réutilisé.

L'installation du matériel est faite avec le plus grand soin, tant pour assurer une réalisation correcte que pour éviter toute détérioration des ouvrages des autres corps de métier.

Les sols, tapis, halls d'entrée sont à maintenir quotidiennement en bon état de propreté, ainsi que les paliers des étages.

Lors de la prise en charge des installations, le Prestataire est réputé avoir une parfaite connaissance de leur état et ne saurait de fait se prévaloir d'aucun supplément en cours d'exécution.

2. Sous-traitance

Le Prestataire ne peut sous-traiter l'exécution d'une partie du marché qu'à la condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de ce sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le Prestataire transmet au Maître d'Ouvrage ou à son représentant une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct, au minimum trente (30) jours avant le démarrage des travaux (sur support dématérialisé). Ces renseignements sont, a minima :

- › Document DC4 (ou équivalent en marché privé) incluant les déclarations sur l'honneur
- › KBis de l'entreprise à agréer
- › Copie des attestations légales de versement des cotisations et de déclarations aux administrations (fiscales)
- › Références de chantiers équivalents
- › Montant HT et nature détaillée des travaux sous traités
- › Attestations d'assurance en cours de validité

Les éventuels sous-traitants sont en mesure de lire, comprendre, appliquer et expliquer les consignes de sécurité.

Le Prestataire reste seul responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage.

3. Amiante et plomb

Dans le cadre du présent dossier, le CLIENT a procédé à un curage de l'amiante et plomb dans ses bâtiments. Les appareils et leur gaine sont considérés comme étant sans amiante ni plomb.

Si, à l'occasion des études préalables, le PRESTATAIRE identifie la présence de matériaux amiantés ou plombés, il est tenu d'en informer immédiatement le CLIENT.

Si, durant les phases travaux, le PRESTATAIRE découvre ou suspecte la présence de matériaux amiantés ou plombés, il est tenu d'en informer le CLIENT, et d'arrêter immédiatement toute intervention sur l'équipement. Le CLIENT convoque le PRESTATAIRE pour étudier les conditions de la poursuite des travaux.

4. Communication pendant la phase chantier

30 jours avant le début du chantier, le Prestataire confirme aux services techniques du Maître d'Ouvrage son planning de travaux en s'engageant particulièrement sur :

- › La date d'installation de l'équipe travaux
- › La date et l'heure de livraison des matériels
- › La date d'arrêt de l'ascenseur
- › Les plages de dates et d'heures des travaux bruyants
- › La date de remise en service de l'appareil

Toute information postérieure venant modifier ce planning fait l'objet d'un nouvel affichage aux frais du Prestataire (information du gardien, et affichage en sa présence).

Le Prestataire se conforme à la politique générale de communication du Maître d'Ouvrage.

VIII. Garantie

Le matériel et les installations seront garantis **DEUX ANS minimum** à compter de la réception et ce contre tous les vices de fabrication ou de montage, couverts par la garantie de Parfait achèvement (GPA = 1 année) et de bon fonctionnement (GBF = 2 années).

Pendant ces périodes de garantie, l'entreprise devra le remplacement à ses frais, de toutes pièces défectueuses. Pendant ces délais, elle devra, sur simple demande, procéder aux réparations ou modifications nécessaires à la remise en service des équipements dans le plus bref délai.

Par ailleurs, pendant l'année qui suivra donc la réception des travaux, l'entreprise devra l'entretien de ses ouvrages, qui pourraient s'avérer nécessaires du fait de détérioration ou de défectuosité prématurée.

En outre, l'entreprise devra pouvoir assurer une garantie d'approvisionnement de la totalité des pièces détachées pendant **DIX ANS minimum**.

Pendant la période de garanties, l'entrepreneur est tenu de remplacer ou de réparer à ses frais, tous éléments défectueux.

IX. Entretien

Il n'est pas prévu d'entretien par le Prestataire à la suite des travaux.

Une réunion de passation des installations sera réalisée avec l'entreprise en charge de la maintenance des ascenseurs de SCIENCES SORBONNES UNIVERSITE après la mise en service des appareils. Lors de cette réunion, le Prestataire devra être présente et remettre au MOA copie MOE tous les documents nécessaires à la maintenance et l'entretien des installations.

Si le prestataire de maintenance fait part de réserves lors de cette passation, le Prestataire se chargera de les lever sans délai.

X. Confidentialité

Les parties reconnaissent que le contrat revêt un caractère strictement confidentiel et s'engagent à n'en révéler la teneur à aucune personne autre que celles nécessaires à son exécution.

Les stipulations qui précèdent n'empêchent pas l'une des parties de se prévaloir en justice des termes du contrat pour en obtenir l'exécution par l'autre partie, de présenter les dispositions du présent contrat à toute requête d'une autorité administrative à laquelle elle se soumet, et notamment mais non exclusivement à l'administration fiscale, et de présenter les dispositions du présent contrat lors de vérifications conformément aux règles comptables qui lui sont applicables et notamment lors des audits de ses commissaires aux comptes.

L'obligation de confidentialité survivra à l'échéance du présent contrat pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la fin de celui-ci.

XI. Normes et réglementations

Le Prestataire est tenu de respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements administratifs, normes homologuées, en vigueur au moment de la signature de son marché. Il est rappelé, ci-après, quelques textes de portée générale.

1. Installation d'ascenseur neuf

1.1.1. Normes générales et amendements

- › **EN 81-20** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 20 : Ascenseurs et ascenseurs de charge.
- › **EN 81-50** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Examens et essais - Partie 50 : Règles de conception, calculs, examens et essais des composants pour élévateurs.
- › **EN 81-28** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 28 : Téléalarme pour ascenseurs et ascenseurs de charge.
- › **EN 81-70** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge - Partie 70: Accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap.
- › **NF EN 12385** : Câbles en acier - Sécurité- Partie 3 : Informations pour l'utilisation et la maintenance.
- › **NF EN 81-58** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Examen et essais - Partie 58 : Essais de résistance au feu des portes palières.
- › **NF EN ISO 14122** : Sécurité des machines - Partie 4: Échelles fixes.
- › **NF E85-016** : Éléments d'installations industrielles - Moyens d'accès permanent - Échelles fixes.
- › **NF EN 13411** : Terminaisons pour câbles en acier - Sécurité:
 - Partie 5 : serre-câbles à étrier en U;
 - Partie 6 : boîte à coin asymétrique;
 - Partie 7 : boîte à coin symétrique.
- › **NF EN ISO 13857** : Sécurité des machines - Distances de sécurité empêchant les membres supérieurs et inférieurs d'atteindre les zones dangereuses.
- › **NF EN 60204-1** : Sécurité des machines - Equipement électrique des machines.
- › **NF C 15-100** : Installations électriques à basse tension.

1.1.2. Normes spécifiques et amendements

- › **NF EN 81-71** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 71 : Ascenseurs résistant aux actes de vandalisme.
- › **NF EN 81-72** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge- Partie 72 : Ascenseurs pompiers.
- › **NF EN 81-73** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 73 : Fonctionnement des ascenseurs en cas d'incendie.
- › **NF EN 81-77** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 77 : Ascenseurs soumis à des conditions sismiques.
- › **NF EN 81-21** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Élévateurs pour le transport de personnes et de charges - Partie 21 : Ascenseurs et ascenseurs de charge neufs dans les bâtiments existants.
- › **NF P82-207** : Dispositif d'appel prioritaire pour les sapeurs-pompiers.

1.1.3. Réglementation générale applicable

- › **Décret n° 2016-550** du 3 mai 2016 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs et des composants de sécurité pour ascenseurs.

- › **Décret n° 2008-1325** du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- › **Circulaire DGT n° 2011-02** du 21 janvier 2011 concernant la mise en œuvre du décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail ainsi qu'à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- › **Décret n° 2004-924** du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
- › **Circulaire DRT 2005-08** du 27 juin 2005 relative à la mise en œuvre du décret du 1er septembre 2004 et de l'arrêté du 21 décembre 2004.
- › **Arrêté du 28 octobre 1994** relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique.

1.1.4. Incendie (ERP, habitation, IGH)

- › **Arrêté du 25 juin 1980** modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- › **Arrêté du 31 janvier 1986** modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.
- › **Arrêté du 30 décembre 2011** portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique.

1.1.5. Accessibilité (habitation, ERP, ERT)

- › **Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006** relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.
- › **Décret n° 2009-1272 du 21 octobre 2009** relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés.
- › **Arrêté du 24 décembre 2015** relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction.
- › **Arrêté du 20 avril 2017** relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.
- › **Arrêté du 4 octobre 2010** relatif à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements pénitentiaires lors de leur construction.

1.1.6. Sismique

- › **Décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010** relatif à la prévention du risque sismique.
- › **Décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010** portant délimitation des zones de sismicité du territoire français

1.1.7. Directives européennes applicables et transpositions en droit Français

- › **Ascenseur** : 2014/33/UE du 26 février 2014 transposée par décret n°2016-550 du 3 mai 2016
- › **Machines** : 2006/42/CE du 17 mai 2006 transposée par décret n° 2008-1156 du 7 novembre 2008
- › **Basse tension** : 2014/35/UE du 26 février 2014 transposée par décret n° 2015-1083 du 27 août 2015
- › **Compatibilité électromagnétique** : 2014/30/UE du 26 février 2014 transposée par Décret n° 2015-1084 du 27 août 2015
- › **Produits de construction** : Règlement UE N° 305/2011 du 11 mars 2011 transposé par décret n°2012-1489 du 27 décembre 2012.

SOCOTEC SMART SOLUTIONS – ASCAUDIT GROUPE

S.A.R.L AU CAPITAL DE 30 000 EUROS

519 558 803 RCS. BOBIGNY

SIÈGE SOCIAL :

**155 RUE DU DOCTEUR BAUER
93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE**

WWW.SOCOTECSMARTSOLUTIONS.FR

